

Février 2013



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

Huitième session
Rome, 8 - 12 avril 2013
Rapport 2012 du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV
Point 13.1 de l'ordre du jour
Mis au point par le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV)

I. Historique

1. Le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV est une activité transversale du Secrétariat de la CIPV qui requiert une étroite collaboration entre tous les domaines dont le Secrétariat s'occupe, notamment l'établissement des normes, le renforcement des capacités et l'échange d'informations. Le premier objectif du Système est de faciliter et d'encourager la mise en œuvre de la CIPV et l'application des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Le Système analyse leur état d'avancement et cerne les difficultés rencontrées et les possibilités d'amélioration. Le projet est mené en coordination avec d'autres activités du Secrétariat afin de concrétiser les enseignements tirés de l'expérience.

2. La Commission des mesures phytosanitaires (CMP) a adopté le programme visant la mise au point du Système à sa troisième session, en 2008, et le projet a été lancé en 2011, grâce à une généreuse contribution de l'Union européenne (UE), qui permettra de financer partiellement le premier cycle triennal du projet, jusqu'en mars 2014. La poursuite du projet dépendra de la mobilisation de nouveaux financements.

3. Les renseignements sur l'application des NIMP à l'échelle mondiale sont maintenant collectés par l'équipe du Système, ce qui devrait permettre de mieux cerner les difficultés de mise en œuvre et d'envisager des solutions. Les mesures envisagées pour remédier aux problèmes rencontrés pourraient se traduire concrètement par des activités de renforcement des capacités et d'autres types d'appui à la mise en œuvre (notamment enrichissement des informations mises à disposition via le centre d'assistance du Système et approches fondées sur la coopération). Le projet a déjà permis au

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

Secrétariat de la CIPV d'améliorer ses capacités et de suivre de plus près, d'encourager et d'appuyer la mise en œuvre harmonisée des NIMP dans un cadre propice à la coopération et permettant d'éviter les tensions.

4. Les résultats des études conduites par le Système seront intégrés aux futures activités de renforcement des capacités ainsi qu'aux débats du Comité des normes (CN) et aux rapports du groupe d'examen triennal. Des propositions de recommandations de la CMP ont été mises au point à partir des conclusions de deux études de cas effectuées par le Système (voir CPM 2013/17). Les rapports relatifs à l'analyse des enquêtes, le centre d'assistance et des ressources et outils supplémentaires pourront prochainement être consultés sur la page web consacrée au Système, à laquelle on pourra accéder à partir du Portail phytosanitaire international (PPI).

5. Le projet en est maintenant à sa deuxième année de fonctionnement et les objectifs fixés ont été atteints en temps voulu. L'un des principaux défis reste le manque de fonds disponibles pour couvrir les frais de traduction et mettre les activités et produits du Système à disposition dans le plus grand nombre possible de langues officielles des Nations Unies. L'équipe du Système se compose de deux fonctionnaires techniques et d'une personne qui assure l'appui administratif, avec le concours d'autres membres du Secrétariat.

6. Il est indispensable que les membres de la CMP ou le Secrétariat de la CIPV trouvent les financements nécessaires à l'exécution du second cycle du projet.

II. Activités menées par le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV en 2012

A. Analyse des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la CIPV et l'application de certaines NIMP

A.1 Enquête générale sur la CIPV

7. Le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV a mis au point et lancé une enquête générale sur la mise en œuvre de la CIPV et l'application des normes. Les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) ont pu répondre au questionnaire à partir de septembre 2012 et jusqu'au 15 février 2013. Les résultats seront mis en ligne après la huitième session de la CMP.

8. Les résultats de l'enquête seront extrêmement utiles car ils serviront de référence lorsqu'on envisagera le lancement d'un éventuel second cycle du projet. Ils seront aussi repris dans la section qui sera consacrée à la suite donnée à l'examen de la mise en œuvre (voir ci-après au sujet du rapport du groupe chargé de l'examen triennal). En outre, le Système a obtenu un type de données qui sera très utile dans le cadre des nouvelles procédures de planification stratégique de la FAO puisque celles-ci prévoient l'élaboration de fiches permettant de mesurer les avancées relevées au niveau général de mise en œuvre par les parties contractantes. Ces données pourront également servir d'indicateurs à l'appui des initiatives de mobilisation de ressources et contribuer à assurer une étroite coordination avec d'autres activités de la FAO.

A.2 NIMP 6:1997 Directives pour la surveillance

9. En 2011, une enquête a été menée sur les problèmes posés par l'application de la NIMP 6:1997 (*Directives pour la surveillance*) et sur les pratiques optimales en matière de surveillance des organismes nuisibles. L'analyse des résultats peut être consultée sur la page web du Système, sur le PPI. En 2012, le Système a poursuivi l'analyse de la norme.

10. Le Système a organisé, en novembre 2012, un colloque sur la surveillance en collaboration avec la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique, qui a accueilli le colloque. Des spécialistes de la région Asie et de plusieurs autres régions de la FAO ont participé au colloque et ont utilisé les résultats de l'enquête menée sur la NIMP 6:1997 (*Directives pour la surveillance*).

A.3 NIMP 4:1995 *Exigences pour l'établissement de zones indemnes* et NIMP 8:1998 *Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone*

11. En 2011, des questionnaires succincts ont été envoyés aux parties prenantes afin de collecter des renseignements qui seraient utilisés pour réviser les deux normes. Leurs résultats ont été analysés en 2012 et communiqués au CN. Le CN les a examinés à sa réunion de novembre 2012. Certaines conclusions techniques ont aussi été communiquées au Comité chargé du renforcement des capacités et présentées aux organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV), pour consultation technique.

A.4 NIMP 13:2001 *Directives pour la notification de non-conformité et d'action d'urgence*

12. L'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends a demandé au Bureau, lors de la réunion tenue en mars 2012, que le Système l'aide à réaliser une étude sur les difficultés d'application de la NIMP 13:2001 (*Directives pour la notification de non-conformité et d'action d'urgence*). Les résultats de l'étude devaient contribuer à la révision, en juillet 2012, du rôle et des fonctions de l'Organe. Malgré le peu de temps à disposition, le Système a conclu positivement et en temps voulu l'analyse des données collectées dans le cadre de l'enquête. L'organisation de la réunion de l'Organe subsidiaire chargé du règlement des différends a toutefois été repoussée à 2013. Le Système a par conséquent rouvert la période de consultation sur l'étude, le nouveau délai de réception des contributions des pays étant fixé à décembre 2012.

13. Les résultats obtenus à partir de la première série de réponses ont montré que le faible niveau d'échange de renseignements entre les pays était l'un des principaux obstacles à la communication des cas importants de non-conformité, tout comme les difficultés rencontrées pour recueillir des informations sur les exigences phytosanitaires à l'importation et le caractère souvent spécifique des réponses à apporter aux cas de non-conformité. Les résultats ont aussi montré que les pays interprètent différemment les dispositions de la NIMP 13:2001, ce qui peut se traduire par des obstacles au commerce. D'après les réponses des parties prenantes, on a toutefois relevé que les dispositions établies dans la norme pour favoriser un règlement – d'abord bilatéral – des problèmes semblaient bien fonctionner. La majorité des personnes ayant répondu au questionnaire ont indiqué que la plupart des problèmes étaient réglés au niveau bilatéral, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à un système de règlement des différends. Les premières conclusions de l'étude ont été présentées au Comité chargé du renforcement des capacités, à sa réunion de décembre 2012. Sur la base de ces résultats, le Comité a recommandé de prendre les mesures pratiques suivantes: planifier des ateliers/formations sur l'application de la NIMP 13:2001, en mettant l'accent sur les opérations, et élaborer des protocoles normalisés et des manuels pour remédier au problème du manque de notifications. La dernière analyse de l'étude peut être consultée sur la page web du Système, sur le PPI.

A.5 NIMP 17:2002 *Signalement d'organismes nuisibles* et NIMP 19:2003 *Directives sur les listes d'organismes nuisibles réglementés*

14. À sa réunion d'octobre 2012, le Bureau a demandé au Système d'inscrire l'analyse de la NIMP 17:2002 et de la NIMP 19:2003 à son programme, suite à une demande du Groupe de travail d'experts sur le renforcement des capacités. L'équipe du Système a rédigé un questionnaire pour chaque norme et compte organiser les enquêtes de mai à septembre 2013. Les questionnaires ont été mis au point en consultation avec le Comité technique chargé du renforcement des capacités, le Comité des normes et le Groupe d'examen triennal.

A.6 *Suite à donner à l'analyse effectuée par le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV sur les difficultés d'application des normes (document connexe: CPM 2013/INF/04)*

15. Les renseignements obtenus à partir de l'ensemble des enquêtes conduites par le Système permettent de mener une analyse très intéressante des difficultés rencontrées dans l'application des normes ainsi que des pratiques optimales. Les parties contractantes, les ORPV et les prestataires de services phytosanitaires peuvent en tenir compte afin d'améliorer les systèmes phytosanitaires. L'équipe du Système a rassemblé les principales difficultés en se fondant sur les conclusions de toutes les enquêtes réalisées en 2012, les a présentées au Comité chargé du renforcement des capacités en décembre 2012 et a suggéré des mesures à prendre. Le Comité en a tenu compte lorsqu'il a mis au

point le programme de travail visant le renforcement de la CIPV à court terme et à long terme (voir CPM 2013/21). On trouvera dans le document CPM 2013/INF/04 les suggestions relatives aux actions à engager à partir des analyses du Système.

B. Études effectuées dans le cadre du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV et suite à leur donner (document connexe: CPM 2013/17)

16. Deux études ont été effectuées en 2011-2012 dans le cadre du programme du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV, la première sur les plantes aquatiques, la seconde sur le commerce de végétaux sur Internet. Le Secrétariat a présenté les conclusions des deux études à la septième session de la CMP (2012). Les deux études ont aussi été présentées pendant la session scientifique de la septième session de la CMP, ce qui a permis de formuler plusieurs suggestions sur la suite à leur donner. Les conclusions des deux études ont, en outre, contribué aux débats d'un séminaire sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes, accueilli par l'Organisation mondiale du commerce, en juillet 2012. Le Système a mis au point, à l'intention de la CMP, des propositions de recommandations sur la suite à donner aux deux études (voir le document CPM 2013/17).

C. Ressources du site web du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV

17. Un premier modèle de page web consacrée au Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV a été présenté pendant la septième session de la CMP (2012). On en a poursuivi l'élaboration en 2012 et la page compte maintenant de nombreuses ressources. Le site est en cours de lancement. On trouvera ci-après un bref résumé de ses principales rubriques.

C.1 Activités du Système

18. Les parties contractantes trouveront dans cette rubrique des détails et des liens relatifs aux activités du Système, à savoir les enquêtes et leurs résultats, les dernières données des études en cours et les archives des documents mis au point pendant le cycle triennal d'exécution du Système (notamment les rapports de l'examen triennal).

C.2 Profils de pays

19. Cette rubrique rassemble, pour chaque pays, des données nationales concernant le domaine phytosanitaire. La page contient des renseignements économiques, des données commerciales et d'autres statistiques pertinentes sur chaque partie contractante. Les informations préliminaires émanent de sources publiques. Les points de contact de la CIPV seront invités à vérifier les données publiées en ligne afin de communiquer des renseignements spécifiques et actualisés.

C.3 Centre d'assistance

20. Les fonctions du centre d'assistance du site web du Système offrent des possibilités de collaborer et une plus grande efficacité dans l'échange d'information et dans l'accès aux informations par les points de contact de la CIPV. Les différentes fonctions sont les suivantes:

- Foire aux questions: toutes les questions fréquemment posées sur le PPI ont été rassemblées dans cette section de la page web du Système. On y trouve des réponses d'ordre général et spécifiques qui sont élaborées à partir des archives du PPI.
- Forum de discussion: il s'agit d'une tribune où les points de contact peuvent poser leurs questions pendant la phase pilote (décembre 2012 - mars 2013). Après la huitième session de la CMP, l'ensemble de la communauté phytosanitaire et le public pourront y accéder, proposer leurs observations et débattre des réponses qui y sont proposées. L'équipe du Système assurera la surveillance du forum et l'utilisera pour enrichir la section des questions fréquemment posées.
- Outils: le centre d'assistance s'appuie sur une section particulièrement importante qui est consacrée aux outils. Les outils déjà disponibles, ou qui le seront bientôt, sont les suivants:

- Base de données sur les projets: cette base de données recense les projets et interventions phytosanitaires et peut être consultée au moyen d'une fonction de recherche associée à une présentation cartographique. Les données proviennent de diverses sources reconnues, notamment la FAO, le Département de l'agriculture des États-Unis, l'UE, la Banque mondiale, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) et de nombreuses autres sources sur l'assistance technique et les donateurs.
- Base de données sur les activités: cette base de données contient des informations sur les manifestations et les activités passées, actuelles et futures, aux niveaux national, régional ou mondial. Elle est censée compléter le calendrier des manifestations de la CIPV et présenter les manifestations (colloques, réunions, etc.) et les activités (formations, ateliers, etc.) des parties contractantes.
- Ressources techniques: il s'agit d'un espace de stockage centralisé des ressources (y compris une médiathèque) auquel la communauté phytosanitaire peut accéder facilement. Cette section devrait se développer au cours des deux prochaines années et devenir une ressource extrêmement utile du centre d'assistance.
- Liste des consultants phytosanitaires: dotée d'une fonction de recherche, cette section permet de consulter une base de données de consultants ayant des compétences phytosanitaires dans divers domaines.
- Autres outils: cette section propose des liens vers d'autres outils de la CIPV, par exemple l'évaluation de la capacité phytosanitaire, le système de communication en ligne des observations ou les modules d'apprentissage à distance.
- Tableau des priorités des donateurs: cet inventaire indique clairement à quels pays et à quels domaines les donateurs apportent leur soutien. Il est en cours d'élaboration et sera régulièrement mis à jour.

III. Interactions du Système

21. Le Bureau est convenu de créer un groupe chargé de l'examen triennal, qui se compose de membres des organes subsidiaires de la CIPV (Comité des normes et Organe subsidiaire chargé du règlement des différends), du Comité chargé du renforcement des capacités et du Secrétariat de la CIPV. Les membres du groupe se sont réunis une première fois en mars 2012 et leur deuxième réunion est fixée pour avril 2013.

22. Le Système travaille en étroite coordination avec l'administrateur chargé de la mise en œuvre de la CIPV et avec le Comité chargé du renforcement des capacités. Les contributions techniques apportées à la mise au point des questionnaires du Système sont précieuses. On commence à tenir compte des recommandations formulées par le Système dans l'élaboration des activités de renforcement des capacités et des ressources proposées.

23. L'équipe de Secrétariat chargé de l'échange d'informations aide le Système à mettre au point sa page web et apporte son concours à la programmation. Il a été demandé à l'équipe chargée de l'échange d'informations d'analyser les données officiellement communiquées sur le PPI par les parties contractantes pour fournir au Système de nouveaux éléments lui permettant d'examiner la mise en œuvre de la Convention et de cerner d'éventuelles lacunes.

24. Le Système a participé en 2012 à la réunion de consultation technique des ORPV et a suggéré des mesures à prendre pour donner suite à l'analyse de l'application de certaines normes (NIMP 4:1995, NIMP 6:1997 et NIMP 8:1998), aux études de cas (plantes aquatiques et commerce sur Internet) et aux conclusions relatives aux observations formulées pendant l'atelier sur l'application pratique de la NIMP 15, tenu à Vancouver (Canada), en 2005. Il a été demandé aux ORPV de participer pleinement aux activités du Système et d'encourager leurs membres à fournir les renseignements attendus.

25. Le Système a fourni des données et a apporté son concours au colloque organisé en 2012 par la Commission phytosanitaire pour l'Asie et le Pacifique sur la surveillance des organismes nuisibles des végétaux. Les conclusions des études menées sur les plantes aquatiques et sur le commerce de végétaux sur Internet ont aussi contribué aux débats du séminaire sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes, accueilli par l'Organisation mondiale du commerce en juillet 2012.

IV. Rapport sur l'examen de la mise en œuvre

26. Le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV élabore un rapport tous les trois ans: le rapport sur l'examen de la mise en œuvre. Le rapport contient les conclusions formulées à partir de l'analyse des NIMP, des données pertinentes publiées sur le PPI et des études (par exemple sur les plantes aquatiques et le commerce électronique). Le groupe chargé de l'examen triennal donne des indications sur son contenu. Il s'est rencontré avant la septième session de la CMP et a proposé les grandes lignes du rapport, qui devrait être achevé au plus tard, en mars 2014. Le Secrétariat a commencé à rassembler les éléments constitutifs du rapport en suivant les propositions du groupe.

27. La CMP est invitée à:

- 1) *noter* les faits nouveaux relatifs au programme du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre de la CIPV;
- 2) *encourager* les parties contractantes à participer aux activités du Système et, en particulier, à répondre aux enquêtes en temps voulu;
- 3) *encourager* les parties contractantes à utiliser le centre d'assistance du Système et à communiquer au Secrétariat de la CIPV des observations visant son amélioration;
- 4) *fournir* de nouvelles ressources pour que toutes les parties contractantes aient accès au Système dans les langues de la FAO;
- 5) *encourager* les parties contractantes à mobiliser des fonds supplémentaires en vue du second cycle du Système (2014-2017).